

Nouvelles locales des lundi 04 et mardi 05 novembre 2013

@rib News, 05/11/2013 | Politique- Les organisations de la société civile burundaise ont débuté ce lundi une campagne baptisée : « Ne touchez pas aux accords d'Arusha ». Selon le dirigeant général du FORSC, 519 associations mises ensemble pour mener cette campagne qui vise à dire non à l'amendement de la constitution de la République du Burundi sans passer par la voie du dialogue. Vital Nshimirimana trouve que le pas que le Burundi a franchi à Arusha aux négociations d'Arusha. De même, les différents textes constitutionnels ont été modifiés après des consultations entre les composantes de la société burundaise. Il trouve ainsi que la constitution actuelle, qui est le résultat des accords d'Arusha ne peut pas être revisité par une seule partie. Il remarque que si cela est fait ce sera un coup contre ces accords qui seront voués à la disparition afin de permettre la reproduction des pratiques qui ont conduit à des crises répétitives au Burundi. Il demande que le dialogue soit installé afin d'accueillir toute personne qui a à dire à ce sujet [bonesha/isanganiro/rpa/rtr]

- La diaspora Burundaise de Belgique a adressé une correspondance au président de la République du Burundi pour lui demander de ne pas procéder à la modification de la constitution sans y impliquer tous les acteurs de la vie burundaise. Selon le représentant de cette communauté, il s'agirait d'un coup contre les institutions issues de ces accords qui sont la base de la paix que le Burundi a maintenant. Libérateur Ntibashirakandi trouve aussi que le Burundi a ratifié un protocole international allant dans le sens du respect des accords conclus entre les membres d'une même communauté. Il demande au président de la République de se parler avec les autres concernés puisque même les bailleurs braquent leurs yeux sur cette question. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr]- Plus de 67.000 personnes membres du FNL qui sont fidèles à Rwasa Agathon ont adressé ce lundi une correspondance au président de la République pour lui demander d'aider à résoudre la question liée au leadership du parti FNL ainsi que dans sa réunification. Selon cette correspondance, les organes de ce parti reconnus par ces militants sont ceux issus du congrès de 2009 qui ont porté Rwasa à la tête de ce parti. Rwasa estime que le ministre de l'intérieur à Tchoua sa mission de faciliter la réunification de ce parti. Il espère que le président de la République, qui est garant de l'unité des Burundais y compris les partis politiques, fera son possible pour faire aboutir cette entreprise. Il lui demande de transcender les intérêts de son parti et qu'il puisse mettre fin aux exactions contre les Banyarwanda. Une copie a été adressée aux diplomates accrédités à Bujumbura, les organisations de la société civile, les confessions religieuses ainsi qu'au représentant du secrétaire général des Nations Unies au Burundi. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr]- L'ADC-Ikibiri s'insurge contre le comportement des Imbonerakure qui malmènent les citoyens après que les jeunes affiliés au parti présidentiel aient malmené trois enseignants sur la colline Banywere de la commune Busoni dans la province de Kirundo samedi dernier les accusant de n'avoir pas participé dans une réunion du parti CNDD-FDD. Selon le président de cette alliance, il est déplorable qu'une telle situation se produise alors qu'il y a des autorités judiciaires, policières et administratives légitimes qui devraient les empêcher d'agir afin de faire respecter les droits de chacun. Constatant qu'il s'agit en fait des agissements commis sur tout le territoire national, L'once Ngendakumana trouve qu'il s'agit d'une complaisance de la part de ces autorités face à ces agissements de ces jeunes. Il ne comprend pas pourquoi ils ne sont pas inquiétés alors que les différentes autorités ne cessent de dire que ce sont des bandits. Il demande que cela cesse afin que les paisibles citoyens puissent jouir de leur liberté. [rpa]

- La province de Cankuzo peut être considérée comme un exemple en ce qui est de la cohabitation des membres des différents partis politiques. Selon le gouverneur de cette province, une réunion a rassemblé les natifs de cette province, les représentants des partis politiques de cette province afin de définir les lignes de conduite en ce qui est du développement de cette province. Jean Berchimas Niragira affirme qu'il y a eu prise de conscience de la part de la population de cette province qui était classée dernière en matière de développement. Il ajoute que la priorité a été orientée vers des projets de développement dans une vision 2020 qui doivent être exécutés en commun accord et que les querelles politiques n'ont plus de place dans cette province. Il demande aux autres provinces de prendre cet exemple afin de travailler pour le développement et non s'occuper à s'entredéchirer. [rpa]- Le président de l'ADC-Ikibiri premier vice-président de la République de tout faire pour démentir les propos tenus par le ministre de l'intérieur lors de la tenue de la réunion des bailleurs du Burundi tenue lors de la semaine dernière. L'once Ngendakumana trouve qu'Edouard Nduwimana est allé loin en affirmant que la vision de la constitution ne va pas être objet de débat et qu'une feuille de route convenue entre les politiciens n'engage pas le gouvernement burundais. Selon lui, cela est une aberration de la part de ce ministre pire encore devant les bailleurs. [isanganiro/rtr]- Ouverture ce mardi matin d'une réunion de deux jours entre le ministre de l'intérieur et les partis politiques agrégés au Burundi sous les auspices de la première vice-présidence de la République et du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies au Burundi. Bernard Busokoza a demandé lors de son mot d'ouverture à tous les politiciens de tout faire pour mettre en application la feuille de route convenue entre eux à Kayanza. Selon lui, il s'agit d'une condition sine qua non de faire aboutir paisiblement le processus électoral de 2015. Parfait Onanga Anyanga trouve lui aussi que le dialogue entre les politiciens est la seule voie de faire avancer le pays et constate que le gouvernement doit éviter de mettre à l'écart un quelconque individu lors de ces élections. L'ambassadeur des Etats-Unis a quant à elle demandé le respect des engagements comme le respect de la liberté de la presse. La coalition ADC-Ikibiri ne croit pas du tout aux conclusions de cette réunion puisque le gouvernement veut faire croire qu'il a la volonté d'appliquer la feuille de route alors qu'il s'agit bel et bien d'un [bonesha/isanganiro/rtnb]

Justice - Comparution du chef de zone Butihinda dans la commune Butihinda de la province Muyinga devant le tribunal de grande instance de cette province le matin de ce lundi. Il est accusé d'avoir exécuté deux membres du parti FNL en 2009. Selon l'avocat de la partie civile, il est étonnant qu'une personne accusée d'un tel acte d'infraction reste libre et en fonction. De plus, le tribunal a confié la sécurité des témoins à sa charge à cet administratif, chose qui a étonné plus d'un. Il a plaidé non coupable durant toute l'audience même si cette dernière n'a duré que longtemps. [bonesha/isanganiro/rpa]- Comparution de Misago dit Fundi, ce membre du parti FNL proche d'Agathon Rwasan ce mardi devant la Cour suprême de Bujumbura. Avant l'analyse du dossier quant au fond, les avocats de la

d'offense ont demandé qu'il soit statué sur la libération de l'accusé puisqu'il est détenu alors que la cour acquitté. Mais, les juges ont plutôt ajourné l'audience arguant qu'ils ont reçu tardivement la copie du jugement de la cour d'appel. Cette attitude n'est pas du tout celle de la défense qui y voit une mauvaise foi des magistrats de la cour suprême. Maître Alexis Nduwimana constate qu'il est incompréhensible que la cour fixe une audience avant avoir la copie du jugement prêt à émettre. Le représentant de l'APRODH quant à lui qui a suivi le procès depuis sa première phase n'est pas par quatre chemins. Pierre Claver Mbonimpa trouve qu'il s'agit d'un procès purement politique. Il fait que le présumé coupable est politicien et l'infraction lui reprochée est aussi de nature politique. Il constate aussi que les juges qui ont siégé dans cette affaire depuis le début n'étaient pas du tout libres puisqu'ils subissent des pressions de la part du pouvoir. [bonesha/isanganiro/rtr/rpa] Sûreté - Embuscade sur la route Bujumbura-Bubanza la nuit de ce dimanche à lundi. Selon des témoins de cet acte, il s'agissait vers 21h de ce dimanche qu'une voiture de type Kagongo qui se rendait à Bubanza est tombée dans une embuscade tendue par des hommes armés à la 9^e transversale à Muzinda. La voiture a été abîmée mais, il n'y a pas eu de victimes humaines. La police a découvert ce matin à cet endroit une grenade et une tenue militaire et précise qu'elle a commencé des enquêtes. Elle demande ainsi aux conducteurs de voitures de ne plus voyager pendant la nuit. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr/rtnb]- Accident mortel sur la route Rumonge-Nyanza-Lac ce matin de lundi. Alors qu'une moto transportant une personne, un des occupants de la colline Muhanda de la zone Buruhukiro, en provenance de Buruhukiro dans la commune Rumonge se rendait dans la ville de Rumonge, il a croisé un camion en provenance de la ville de Rumonge qui les a percutés au niveau de la rivière Murembwe alors que les deux engins tentaient d'esquiver un trou. Ils sont tous morts sur le champ et le conducteur de ce camion est volatilisé dans les champs de palmiers. La population demande que les trous sur cette route soient bouchés puisqu'ils sont souvent à l'origine des accidents comme ce dernier. [bonesha/isanganiro/rtnb]- Accident aussi mortel sur la route Musaga le matin de ce mardi tout près du pont Muha. Il a coûté la vie à un travailleur civil militaire du camp Bataillon Para Commando connu sous le nom de Nsabimana Célestin dit Rusake. Originaire de la commune Mugamba de la province Bururi, il a été cogné alors qu'il se rendait au service. Alors que son corps a passé plus de 3h à l'endroit où s'est produit l'accident, l'administrateur communal de Musaga a fait savoir que l'évacuation des corps accidentés relève de la responsabilité des victimes. Ainsi, il a été évacué et amené à la morgue de l'hôpital militaire par une voiture du camp militaire où il travaillait. [isanganiro/rtnb]- Une femme a été retrouvée morte dans le quartier Rusuguti de la ville de Ngozi le matin de ce mardi. Selon des sources sur place, son corps présentait des blessures qui font penser au matriciel utilisé pour commettre le forfait. De plus, elle était amputée de sa langue. Les voisins de la victime font savoir qu'elle était en bon terme avec son voisinage. La police précise qu'elle a commencé des enquêtes. [bonesha/isanganiro/rtnb] Santé - Grève des infirmiers de l'hôpital Saint Augustin de Gihanga dans la province Bubanza depuis ce lundi matin. Ces derniers réclament des primes de rendement que la direction de cet hôpital ne leur accorde plus depuis le mois de janvier dernier. En outre, ils réclament aussi le retour de deux infirmiers d'entre eux qui ont été mis à la disposition de la direction provinciale de la santé dans cette province et qui ont été mutés ailleurs. Le directeur provincial de la santé dans cette province trouve non fondées les réclamations de ces infirmiers. Le docteur Bonithe Havyarimana trouve qu'il s'agit d'une grève de solidarité négative entre les infirmiers. Il précise en effet que les deux infirmiers ont été mutés ailleurs puisque indispensables à cet hôpital conformément aux clauses de la convention entre le gouvernement. Par ailleurs, il ajoute que la question des primes est en train d'être étudiée et qu'une réponse adéquate y sera donnée. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr/rtnb]- Préavis de grève du personnel paramédical uni au sein du syndicat SYNAPA. Selon ces infirmiers, la grève devra commencer lundi prochain le 11 novembre. Le secrétaire permanent au sein du ministère de la santé publique et de la lutte contre le SIDA trouve que cette grève annoncée est illégale. Le docteur Hilaire Ninteretse fait savoir que les mutations du personnel infirmier contre lesquelles les infirmiers veulent se révolter sont faites selon des considérations et des besoins de chaque service sans oublier les performances de chaque infirmier. Il promet néanmoins qu'il va y avoir le dialogue entre le ministère et le syndicat afin d'éviter la grève. Les syndicalistes précisent toutefois que la grève aura bel et bien lieu. Ils considèrent en effet que les réponses du ministère ne sont pas rassurantes. [bonesha/isanganiro/rtnb] Société - L'ancien député du Burundi au sein de la communauté est-africaine demande au gouvernement burundais de privilégier des projets de développement en faveur de la population qui en a besoin. François Bizimana constate que la population a besoin d'être assistée suite aux différents problèmes qu'elle rencontre. Il trouve ainsi que le gouvernement devrait penser à assister au lieu de penser immédiatement à l'organiser un référendum populaire pour se prononcer pour ou contre la constitution, référendum qui doit prendre des moyens. Il demande de pouvoir établir des priorités. [bonesha/isanganiro/rtnb]- Le Conseil National de la Communication demande aux journalistes de donner des informations équilibrées et accorder la parole à toutes les personnes qui voudraient bien s'exprimer. Pierre Bambasi trouve qu'il s'agit d'une technique qui pourra faciliter une bonne tenue des élections de 2015. Pour y aboutir, il demande aux professionnels des médias de respecter la loi et la déontologie. [bonesha/isanganiro/rtnb/rtr]